

PARTIE NON-OFFICIELLE

QUÉBEC, DÉCEMBRE 1876

Une exposition scolaire partielle

Le Conseil des arts et manufactures a eu l'idée de faire, cette année, une exposition des travaux exécutés dans les écoles spéciales ouvertes sous sa direction. Cette démarche pouvait paraître hardie, car ces écoles ne datent que d'hier; mais le Conseil n'a pas hésité et il a bravement installé une collection de dessins dans une des salles du parlement provincial, sous le regard des députés et du nombreux public que les sessions attirent dans cette enceinte. Le succès le plus complet a couronné sa tentative. Il s'agissait de prouver à la législature l'utilité de l'enseignement technique, et la question est aujourd'hui résolue pour tous les représentants du peuple.

Lorsque ces écoles ont été fondées dans notre province, on disait de toutes parts qu'elles étaient superflues; on s'aperçut ensuite qu'elles fournissaient un enseignement très-brillant, mais ce n'est que d'aujourd'hui que l'on reconnaît l'utilité pratique de cet enseignement.

Cette utilité ressort d'une manière frappante de l'exposition dont nous parlons en ce moment.

Tous les travaux exposés sont frappés au coin de l'utilité. Copies de modèles d'après nature ou plans d'édifices, on reconnaît partout la même préoccupation: enseigner à l'enfant les principes qui formeront son goût et en même temps lui prépareront la voie du succès dans les arts ou dans les métiers.

Il nous faut des hommes *pratiques*: c'est ce qu'on entend dire de tous côtés. Il faut se comprendre. Il y a pratique et pratique, de même qu'il y a fagot et fagot. Si l'on veut dire par homme pratique, l'ouvrier qui est habile de ses mains, mais qui ne sort jamais d'une certaine routine, on pourra contester avec droit la valeur de ce mot. Mais si l'on entend par là celui qui, connaissant bien les principes de son art, sait en faire l'application aux demandes usuelles de la vie matérielle, chacun admettra que ce mot est à l'expression d'une nécessité sociale. Et, dans cette acception, "l'art pratique" ne saurait être trop développé.

Voilà l'idée qui a présidé à la fondation des écoles spéciales, dont nous constatons ici le succès marqué.

Mais une réflexion essentielle s'impose maintenant à tout le monde.

Ces travaux, exposés pour faire apprécier l'enseignement des écoles, sont l'œuvre de jeunes élèves qui n'ont jamais reçu de leçons préparatoires au cours donné dans ces écoles, et pourtant leurs progrès font l'admiration de tous. Que n'auraient-ils pas produit s'il leur avait été donné d'apprendre le dessin dans les écoles primaires?

C'est là la question.

Il faudrait que le dessin fût enseigné dans toutes les écoles, sans exception.

Le dessin est aussi utile que l'écriture: l'un et l'autre doivent marcher de pair. En Angleterre, en France, en Allemagne, aux États-Unis, cette théorie est admise, et elle a reçu, devant le monde entier, une sanction officielle à l'exposition de Philadelphie.

Les écoles spéciales font un grand bien, mais elles ne permettent pas de soutenir la concurrence des autres pays qui font enseigner les éléments techniques dans les écoles primaires. Cela se comprend: les talents cultivés dans leur germe se développent mieux que les talents pris sur le tard.

Cette vérité est aujourd'hui généralement admise, et nous espérons qu'elle recevra prochainement son application chez nous, grâce à la dernière loi votée par la législature de Québec, laquelle prescrit l'enseignement du dessin dans toutes les écoles de la province.

L'instruction publique au Canada

Personne ne sera surpris d'apprendre que M. Chauveau vient de publier une histoire de l'instruction publique au Canada. Son nom est identifié avec l'organisation scolaire de notre province, et tout le monde, même ceux qui l'ont attaqué durant sa longue carrière de Surintendant, admettra que s'il fallait pour écrire cette histoire des aptitudes et une expérience spéciales, personne plus que lui n'était en état d'accomplir ce travail dignement. Représentant du peuple, il a assisté à l'élaboration de notre système scolaire; successeur du vénérable Dr. Meilleur au bureau de l'éducation, il a participé aux débats et contribué au perfectionnement de l'organisation dont nous recueillons maintenant les heureux fruits, et il pourrait, en rappelant ce passé, dire avec vérité: *quorum pars magna fui*.

Avoir été ainsi mêlé aux événements n'est pas toujours, il est vrai, la meilleure des conditions pour en faire le récit avec impartialité; mais on ne doit pas oublier que, dans le cas actuel, l'appréciation des choses passées est contrôlée par les résultats acquis au présent et se résume, de fait, en quelques tableaux de statistiques récentes. L'historien, quand même il le voudrait, ne pourrait nous tromper, car un seul chiffre en dit plus qu'une longue page dans l'espèce actuelle. Tant d'écoles, tant d'élèves, tant de travaux: donc les choses ont été bien conduites. C'est simple et concluant.

Et ne chicanons pas en disant qu'il importe moins de connaître l'étendue de l'organisation que son efficacité. D'abord, le Dr. Meilleur et M. Chauveau ont eu à surveiller non pas la meilleure organisation scolaire, mais celle qu'il était possible de faire accepter par le peuple; de sorte qu'ils ont le droit de nous dire aujourd'hui: Etant donnés les moyens mis à notre disposition, voyez si nous pouvions obtenir des résultats plus considérables. Ensuite, nous pouvons d'ailleurs sans crainte offrir de comparer ces résultats obtenus en si peu d'années, c'est-à-dire depuis 1841, avec l'état de l'instruction publique dans n'importe quel pays du monde. Nous n'avons pas atteint la perfection, tant s'en faut, mais si nous trouvons dans